



HAL
open science

Somalie, la renaissance manquée

Anna Bruzzone

► **To cite this version:**

Anna Bruzzone. Somalie, la renaissance manquée. Politique africaine, 2013, 4 (132), pp.161-174.
10.3917/polaf.132.0161 . hal-04577660

HAL Id: hal-04577660

<https://hal.science/hal-04577660>

Submitted on 16 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Somalie, la renaissance manquée

Anna Bruzzone

DANS **POLITIQUE AFRICAINE** 2013/4 (N° 132), PAGES 161 À 174

ÉDITIONS **KARTHALA**

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811111113

DOI 10.3917/polaf.132.0161

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2013-4-page-161.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ANNA BRUZZONE

SOMALIE, LA RENAISSANCE MANQUÉE

L'achèvement du processus de transition¹, durant l'été 2012, a été célébré comme l'acte de naissance d'une Somalie nouvelle. Toutefois, s'il y a bien eu un changement dans la configuration de l'espace politique en Somalie, ainsi que dans l'attitude de la communauté internationale vis-à-vis du gouvernement somalien, il s'agit d'un changement dans la continuité. Le soulagement et l'enthousiasme suscités par l'élection de Hassan Cheikh Mohamoud à la présidence de la Somalie ont progressivement laissé place à un sentiment de désillusion et à des critiques croissantes. Les accusations de corruption au sein du gouvernement somalien se sont multipliées, tout comme les signes d'impatience de la communauté internationale à Nairobi. Après une amélioration temporaire, la sécurité s'est à nouveau détériorée à Mogadiscio. Par ailleurs, la mise en place du fédéralisme – une question qui a atteint son paroxysme à Kismayo – risque de provoquer des conflits claniques et de laisser la porte ouverte à une remontée en puissance du groupe armé islamiste al-Shabaab. En outre, elle pose la question des relations

entre le gouvernement somalien et son environnement régional.

Ayant fait de la Somalie une illustration de l'efficacité du «New Deal pour l'engagement dans les États fragiles»², les donateurs occidentaux, sous le leadership du Royaume-Uni et des États-Unis, se sont empressés de montrer que ce pays était enfin sur la bonne voie. Le récit d'une renaissance somalienne s'est substitué à l'image d'une Somalie repère du terrorisme islamiste. Poussée par le besoin d'une histoire à succès, la communauté internationale s'est laissée emporter par son propre discours et a fixé des objectifs très – peut-être trop – ambitieux à l'aune desquels la performance du gouvernement somalien doit être évaluée. Malheureusement, une

1. Entamé en 2004 avec l'établissement du Gouvernement fédéral de transition (TFG), lors de la conférence de Embagathi au Kenya.

2. Conçu pour améliorer l'efficacité de l'aide internationale, ce «New Deal» a été élaboré par le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, composé du «G7+», le groupe constitué de 19 États fragiles ou affectés par des conflits, et de «partenaires au développement», c'est-à-dire des pays donateurs et des organisations internationales. International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding, «Un New Deal pour l'engagement dans les États fragiles», <www.newdeal4peace.org/wp-content/themes/newdeal/docs/new-deal-pour-dans-les-etats-fragiles-fr.pdf>. Voir également M. Tran, «Somalia the Yardstick in New Deal for Conflict-affected Countries», *The Guardian*, 19 avril 2013, <www.theguardian.com/global-development/2013/apr/19/somalia-yardstick-new-deal-conflict-countries>.

élection ne suffit pas à elle seule pour qu'un pays change du jour au lendemain.

Cet article cherche à analyser l'impact sur le processus de construction de l'État de quelques paradoxes, à la fois internes et externes, qui caractérisent la Somalie de l'après-transition.

LA « SOCIÉTÉ CIVILE » AU SOMMET DE L'ÉTAT : ATOUT OU HANDICAP ?

L'élection de Hassan Cheikh Mohamoud (Hawiye/Abgaal/Wa'isla)³, en septembre 2012, a été saluée comme le début d'une nouvelle ère⁴. Ce nouveau président a un parcours atypique par rapport à ses prédécesseurs. Il est issu de la société civile, où il a joué un rôle actif pendant plus de dix ans, et il n'est pas un membre de la diaspora, à l'inverse de la grande majorité des nouvelles élites politiques depuis 2008. Il connaît le monde académique puisqu'il a créé une université privée, le Somali Institute for Management and Development

(Simad), en 1999. Il est familier des organisations internationales – avant d'entrer en politique, il a travaillé comme consultant pour le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DfID), l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (Unrisd), la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Son ouverture d'esprit et son dévouement à la cause de la Somalie lui ont permis de gagner la sympathie populaire et de susciter un certain optimisme chez les donateurs occidentaux. Cependant, le fait d'être un *outsider* présente aussi des inconvénients et a progressivement contribué à son isolement.

Les fonctionnaires et conseillers nommés à la présidence sont issus d'un cercle restreint, composé d'anciens élèves de l'université privée Simad, et de membres ou sympathisants d'une organisation islamique, *Dammul Jadiid*, « Le Sang Nouveau », scission de l'organisation somalienne des Frères musulmans, *al-Islah*. Hassan Cheikh Mohamoud est connu comme étant plus tolérant et ouvert d'esprit que la plupart des membres de *Dammul Jadiid*, mais la forte représentation de ce groupe au sommet de l'État a contribué à suspecter ce régime de velléités islamistes (qu'il n'a pas à présent) et faire craindre un président qui ne se fierait qu'à une petite coterie issue, pour l'essentiel, du Simad. Ceci d'autant plus que les membres de l'entourage présidentiel ont eu un poids déterminant dans le choix du gouvernement nommé en novembre 2012 – six des dix ministres

3. Selon une convention largement utilisée par les chercheurs, analystes et journalistes, les noms de personnalités somaliennes sont souvent suivis de ces mentions indiquant leur affiliation clanique (déclinée ici en clan, sous-clan et « sous-sous » clan).

4. Pour une analyse critique de cette prétendue renaissance somalienne, voir R. Marchal, « Somalia: A New Era? », *The Nordic International Support (NIS) Foundation*, non publié, septembre 2012. Voir également L. Hammond, « Somalia Rising: Things Are Starting to Change for the World's Longest Failed State », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 7, n° 1, janvier 2013, p. 183-193.

désignés ont des liens, directs ou indirects, avec le président et ses proches collaborateurs⁵.

Un deuxième facteur a contribué à créer la bulle⁶ dans laquelle ces derniers sont enfermés : le fait qu'une grande partie des conseillers à la présidence et des conseillers supérieurs dans les ministères est issue de la diaspora. Ces nouveaux hauts fonctionnaires ont obtenu leurs diplômes à l'étranger, plusieurs d'entre eux étant titulaires d'un doctorat. Toutefois, ce groupe reste coupé de la population à cause d'une longue absence hors du pays et demeure incapable de nouer les liens sociaux qui en feraient des opérateurs politiques agissant en faveur du gouvernement. Cette distance est accrue par le choix du président de privilégier les « petits clans » aux dépens de ceux, plus importants, qui ont joué un rôle essentiel dans la guerre civile. Cette option vise à marquer sa différence avec les précédents leaders et son attachement aux valeurs défendues par la société civile somalienne et les donateurs. Mais elle a un coût politique qui a été sous-estimé par le président somalien.

L'isolement de l'élite gouvernementale souligne aussi la faiblesse de la société civile comme instrument de bonne gouvernance. Évoquer cette

notion suppose de voir la société civile comme une catégorie distincte du reste de la société, épurée des profondes divisions, sources potentielles d'instabilité et de conflits, qui caractérisent la société « incivile⁷ ». Toutefois, le fait d'exclure de la société civile les groupes sociaux représentant des intérêts conflictuels et potentiellement dangereux présente un inconvénient majeur : il est fort probable que ces groupes, eux-mêmes produit d'une trajectoire historique conflictuelle, ne puissent être tenus à l'écart du champ politique dans lequel, quoi qu'il arrive, ils finiront par faire irruption. L'État n'est pas une bureaucratie, ni une ONG. Bien que Hassan Cheikh Mohamoud ait une certaine expérience dans la gestion des dynamiques sociales somaliennes, les règles du jeu politique sont différentes de celles de la « société civile ». Même s'ils n'ont pas un *curriculum vitae* aussi rempli que le sien, ses adversaires connaissent, eux, parfaitement ces règles. Ils continuent ainsi de jouer leur rôle aux périphéries de l'État, exploitant la question du fédéralisme pour attaquer le gouvernement.

QUAND L'APPUI INTERNATIONAL AMPLIFIE LES CONTRADICTIONS

Hassan Cheikh Mohamoud est confronté à de multiples contradictions. Tout d'abord, il est contraint de travailler

5. « Hassan Cheikh Keeps It in the Family », *Africa Confidential*, vol. 53, n° 23, 16 novembre 2012.

6. La notion de « bulle » est empruntée à R. Marchal, « Somalia and the Bubble Risk », *The Nordic International Support (NIS) Foundation*, non publié, avril 2013.

7. Voir N. Kasfir, « The Conventional Notion of Civil Society: A Critique », *Commonwealth & Comparative Politics*, vol. 36, n° 2, 1998, p. 1-20.

dans le cadre des règles de la Constitution provisoire, adoptée au terme d'un processus marqué par de nombreux défauts et irrégularités⁸. Les nouvelles règles constitutionnelles limitent les pouvoirs du président et prévoient la mise en place d'un système fédéral auquel Hassan Cheikh Mohamoud et ses partisans sont opposés. *Dammul Jadiid*, comme la plupart des factions de l'Islam politique en Somalie, est favorable à une autonomie régionale dans le cadre d'un État unitaire décentralisé, plutôt qu'à un système fédéral⁹. Si la communauté internationale est divisée sur la mise en œuvre du fédéralisme, elle pointe l'incapacité du gouvernement à mettre en pratique son propre programme politique et à sortir de son cantonnement à Mogadiscio.

Deuxièmement, le président doit son principal succès, obtenu au cours de la première année de son mandat, à ses appuis internationaux plutôt qu'à une véritable efficacité sur le terrain. Pour la première fois depuis 1991, les États-Unis et le Fonds monétaire international ont officiellement reconnu le gouvernement somalien. Cette décision, pourtant, a été

dictée par l'agenda politique des pays donateurs, davantage que par une action décisive du gouvernement et de son président.

La deuxième Conférence de Londres du 7 mai 2013 – la première eut lieu en février 2012 – illustre bien cette contradiction. Contrairement à sa devancière, elle était organisée conjointement par le Royaume-Uni et par la Somalie, et placée sous le signe de l'appropriation somalienne. Elle s'est conclue par un accord formel sur les objectifs du «New Deal» en faveur des États fragiles. Les participants ont annoncé leur engagement commun à favoriser un dialogue politique inclusif ainsi qu'une transition dirigée par les Somaliens. Cependant, comme l'a très justement observé Dominik Balthasar, le fait que cette Conférence ait mis l'accent sur des objectifs préconçus, plutôt que sur des processus, semble avoir finalement restreint la marge de manœuvre politique du gouvernement somalien¹⁰.

À Londres, la communauté internationale s'est engagée à poursuivre son soutien à la Somalie, mais à deux conditions : qu'un gouvernement fédéral soit créé, et que des élections démocratiques soient organisées en 2016. La construction de l'État peut être définie comme un « processus dans lequel un ensemble autorisé d'institutions et de systèmes socio-cognitifs est standardisé au sein

8. Voir «Somalia: From Troubled Transition to a Tarnished Transition?», *International Crisis Group*, 20 août 2012, <www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2012/africa/somalia-from-troubled-transition-to-a-tarnished-transition.aspx>; M. Uluso, «Provisional Constitution Heightens Tensions in Somalia», *International Policy Digest*, 8 août 2012, <www.internationalpolicydigest.org/2012/08/08/provisional-constitution-heightens-tensions-in-somalia/>.

9. A. Abdi Elmi, *Understanding the Somalia Conflagration. Identity, Political Islam and Peacebuilding*, Oxford, Pambazuka Press, 2010, p. 68.

10. D. Balthasar, «Somalia 2013: "New" Deal, Old Principles», *African Arguments*, 29 mai 2013, <<http://africanarguments.org/2013/05/29/somalia-2013-'new'-deal-old-principles---by-dominik-balthasar/>>.

d'une population résidant sur un territoire géographiquement délimité¹¹ ». Par conséquent, le fait que le gouvernement somalien soit appelé à atteindre des résultats préétablis, sans disposer de la marge de manœuvre politique nécessaire pour affirmer son autorité, peut difficilement aider la Somalie à « sortir de la fragilité ».

L'approche adoptée par la Conférence de Londres reflète, sans doute, la préoccupation du gouvernement britannique de voir son soutien au président Hassan Cheikh Mohamoud se traduire par des résultats tangibles, mais aussi la volonté du Royaume-Uni, et des donateurs occidentaux généralement, de garder une influence politique en Somalie. Cette approche est ambivalente. D'une part, le discours officiel sur l'appropriation somalienne et le changement de paradigme dans l'engagement de la communauté internationale fixe des objectifs et génère des attentes. D'autre part, cette même approche crée les conditions pour que le gouvernement somalien continue de dépendre de la bonne volonté et des ressources financières des pays donateurs. Le fait que la Conférence de Londres ait négligé l'enjeu de la reconstruction économique, qui constitue pourtant le deuxième des six piliers du programme politique du président

Hassan Cheikh Mohamoud, est le reflet de cette ambivalence.

Ce manque d'attention pour l'économie aurait dû être comblé par une autre conférence, dédiée au commerce et à l'investissement en Somalie et organisée le jour suivant par le Foreign Office et le DfID. Toutefois, cet événement s'est révélé une simple vitrine pour un public de non-initiés. Tandis que de nombreuses sociétés de conseil somaliennes et étrangères – essentiellement britanniques et américaines – étaient là en quête d'investisseurs en Somalie, deux autres réunions se tenaient à huis clos. Celles-ci étaient destinées à évaluer les opportunités d'affaires pour les grandes entreprises britanniques et multinationales en Somalie. Dans ce cadre, le président Hassan Cheikh Mohamoud et la ministre des Affaires étrangères, Fawziya Yusuf Haji Adan, ont rencontré des sociétés telles que BP, Shell, Tullow Oil, Soma Oil and Gas¹², Deloitte, PricewaterhouseCoopers, Barclays Bank et

11. D. Balthasar, *State-making in Somalia and Somaliland: Understanding War, Nationalism and State Trajectories as Processes of Institutional and Socio-cognitive Standardization*, thèse de doctorat, The London School of Economics and Political Science (LSE), 2012, p. 79.

12. Société britannique créée en 2013, Soma Oil and Gas a signé un contrat pétrolier avec le gouvernement somalien le 6 août 2013. Ce contrat, le premier à avoir été signé par le nouveau gouvernement, prévoit la réalisation d'une étude sismique pour la prospection du pétrole dont le coût est estimé à 20 millions de dollars. En échange, Soma Oil and Gas, qui s'engage à transmettre les données collectées au gouvernement somalien, obtient un accès préférentiel aux blocs pétroliers les plus prometteurs (douze maximum) révélés par l'étude sismique. Le contrat a été signé à Mogadiscio par le président non exécutif de Soma Oil and Gas, l'ancien chef du Parti conservateur britannique et ex-ministre de l'Intérieur Lord Michael Howard. Le directeur général de la société, Robert Sheppard, est conseiller auprès de BP en Russie. Plusieurs sources pointent l'opacité et la nature politique de

De la Rue Currency¹³. Malgré l'accent mis sur le redressement économique pour renforcer l'État en Somalie, le chemin que le gouvernement britannique et les bailleurs de fonds ont emprunté ne semble pas être celui de la création d'une économie productive « appropriée » par les Somaliens.

L'un des points clé de la Conférence de Londres – l'insistance sur la création d'un État fédéral – est un autre élément qui remet en question l'autorité du gouvernement somalien et polarise de multiples enjeux, aux niveaux local et régional. La mise en œuvre du fédéralisme représente un défi à plusieurs niveaux – clanique, territorial et économique. C'est là une question d'autant plus épineuse que le texte constitutionnel reste assez vague à cet égard. La Constitution provisoire stipule simplement que tout État membre de l'État fédéral doit résulter de la fusion d'au moins deux régions (article 48) et que ses frontières doivent suivre le tracé des frontières des régions administratives existantes avant 1991 (article 49)¹⁴. Elle déclare également qu'il revient au Parlement de déterminer le nombre et les frontières des États membres de l'État

fédéral, selon les recommandations d'une commission nationale *ad hoc* qui doit être préalablement constituée par le Parlement lui-même, suite à l'adoption d'une loi fixant les paramètres et les critères que ladite commission doit utiliser pour la création des États membres. On le voit, la mise en place du fédéralisme dépend pour beaucoup de la conception que les acteurs politiques s'en font.

La notion de fédéralisme, telle qu'elle est comprise et actée par les élites politiques somaliennes, est fondée sur le principe selon lequel le clan qui est « originaire » d'une région donnée représente « la majorité » de la population dans cette région et a donc le droit de contrôler les ressources et d'exercer le pouvoir sur « son » territoire. Elle met donc hors-jeu les clans jugés non autochtones et laisse ouverte la question de l'identité clanique de certains territoires peuplés de multiples clans. De plus, si l'on considère les déplacements de population massifs qui ont eu lieu pendant la guerre civile, les contestations de la prétendue autochtonie de certains clans et donc de l'identité clanique présumée des territoires en question semblent constituer la norme plus que l'exception dans les régions du Sud de la Somalie. Ainsi, le discours sur l'autochtonie utilisé au fondement du fédéralisme risque de provoquer des conflits claniques. Dans ce cadre, l'ambiguïté du texte constitutionnel sur une question aussi importante que le partage des ressources est une autre source potentielle de tensions. Le président Hassan Cheikh Mohamoud et le

ce contrat. Voir à ce propos K. Manson, « Somalia Deal Raises Concerns about Oil Risks », *The Financial Times*, 12 août 2013, <www.ft.com/intl/cms/s/0/b9fd1418-034d-11e3-b871-00144feab7de.html#axzz2fKFw26ut>.

13. Entretiens confidentiels avec des hauts fonctionnaires conseillant le gouvernement britannique et des bureaux onusiens, Londres, mai 2013.

14. The Federal Republic of Somalia, *Provisional Constitution*, p. 13-14, <<http://www.refworld.org/pdfid/51b6d0c94.pdf>>.

gouvernement – fédéral malgré lui – voient également dans le fédéralisme fondé sur le clan le risque d'une balkanisation du pays qui donnerait aux pays voisins une prise sur les affaires somaliennes.

La crise qui a éclaté à Kismayo, après que cette ville a été reprise à al-Shabaab, illustre les contradictions des uns et des autres. L'accord signé fin août 2013 entre Mogadiscio et le chef de l'administration provisoire de Kismayo, Cheikh Ahmed Mohamed Islam Madobe, n'offre pas une solution définitive. Mais il a le mérite de souligner le réalisme du gouvernement, un temps isolé sur la scène régionale et internationale, et sa volonté d'avancer politiquement sans recourir à la guerre.

À KISMAYO, LES CONTRADICTIONS DU FÉDÉRALISME ÉCLATENT AU GRAND JOUR

Après la conquête de Kismayo, en septembre 2012, par des troupes de l'armée kenyane¹⁵ et leurs alliés somaliens – la milice Ras Kamboni, commandée par Cheikh Ahmed Mohamed Islam Madobe (Darood/Ogaadeen/Mohamed Zubeir) –, une controverse s'est installée entre le gouvernement somalien et l'administration locale au sujet du partage de compétences entre ces autorités pour gouverner le Jubbaland¹⁶. Pendant

de longs mois, la confrontation entre les deux parties a embourbé le pays dans une impasse. D'un côté, le gouvernement somalien envisage la décentralisation comme un processus en trois phases, où des administrations nommées temporairement par Mogadiscio seraient progressivement remplacées par d'autres sélectionnées localement et ensuite par des administrations régionales élues par la population¹⁷. De l'autre, Cheikh Ahmed Madobe et sa milice, appuyés par le Kenya et l'Éthiopie sous le parapluie de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (l'IGAD), prônent la création de l'État régional du Jubbaland, institutionnalisant un État de fait. Cette controverse a produit deux conséquences majeures : d'une part, la crise de Kismayo est devenue le principal terrain de confrontation entre le président Hassan Cheikh Mohamoud et ses adversaires ; d'autre part, cette crise a détérioré les relations du gouvernement fédéral somalien avec le Kenya et l'Éthiopie.

Jubba. À l'origine, les deux provinces du Haut et du Bas Jubba couvraient une zone beaucoup plus étendue, mais, en 1975, elles ont été découpées par le président Mohamed Siad Barre en cinq régions : Haut, Moyen et Bas Jubba, Gedo, Bay et Bakool. Le Jubbaland actuel comprend les trois régions de Gedo, Moyen et Bas Jubba. Voir « Jubaland in Jeopardy: The Uneasy Path to State-Building in Somalia », *International Crisis Group*, 21 mai 2013, <www.crisisgroupblogs.org/africanpeacebuilding/2013/05/21/jubaland-in-jeopardy-the-uneasy-path-to-state-building-in-somalia/>.

17. « National stabilization Plan. Laying Foundations for Functional and Effective Local Governance Structure », *Federal Government of Somali Republic*, 15 février 2013, <<http://somalisentinel.com/wp-content/uploads/2013/03/leakeddoc.pdf>>.

15. Entrées en Somalie sans mandat international en octobre 2011, elles étaient sous le commandement de l'AMISOM depuis juin 2012.

16. Le Jubbaland correspond à l'extrémité sud-occidentale de la Somalie, traversée par le fleuve

La crise de Kismayo a polarisé le champ politique somalien. Elle est devenue le point de ralliement de l'opposition au président. À titre d'exemple, on peut citer le mariage de raison que le président du Puntland, Abderrahman Mohamoud Faroole (Daarood/Majerteen/Issa Mahmoud) et l'ancien président du Parlement, Sharif Hassan Cheikh Aden (Rahanweyn/Adan Mirifle/Ashraaf), ont conclu avec Cheikh Ahmed Madobe. Très déçu par le fait que Hassan Cheikh Mahmoud n'ait pas choisi un Majerteen (c'est-à-dire quelqu'un issu du Puntland) comme Premier ministre, Abderrahman Faroole n'a eu de cesse d'appuyer la création d'un État régional au Jubbaland pour renforcer sa propre légitimité. Souvent cité comme un exemple en faveur du fédéralisme, le Puntland a été parmi les principaux bénéficiaires de la politique à deux voies (« *dual-track policy* ») du gouvernement américain¹⁸. Cette politique s'est concrétisée par un appui diplomatique, financier et militaire de la part des États-Unis et d'autres pays occidentaux, désireux de trouver un interlocuteur dans leur lutte contre la piraterie et l'influence croissante des

18. Cette politique, énoncée pour la première fois en 2010, consistait à appuyer des initiatives locales destinées à favoriser la sécurité et la stabilisation, en l'absence d'un État central fort et efficace. Voir D. H. Shinn, « Somalia: U.S. Dual Track Policy », *International Policy Digest*, 18 mai 2012, <www.internationalpolicydigest.org/2012/05/18/somalia-u-s-dual-track-policy/>; A. Arman, « Somalia, US, and the Dual-Track Letdown », *The Huffington Post*, 18 juillet 2013, <www.huffingtonpost.com/abukar-arman/somalia-us-and-the-dualtr_b_779322.html>.

djihadistes. De ce point de vue, le Puntland ne peut pas être considéré comme une preuve de la viabilité du fédéralisme¹⁹. Quant à Sharif Hassan Cheikh Aden, grande figure politique entre 2004 et 2012, il supporte mal d'avoir été marginalisé sur la scène politique à Mogadiscio. Et il est un ardent défenseur du fédéralisme, prônant la création d'un État à majorité Rahanweyn/Digil Mirifle dans les régions de Bas Shabeelle, Bay et Bakool (cette dernière étant la zone dont il est originaire)²⁰.

**ON ÉCRIT « FÉDÉRALISME »,
ON LIT « CLAN »**

La réactualisation de la problématique du Jubbaland remonte à 2009, lorsqu'une élite composée d'« anciens »,

19. Aujourd'hui, il n'y a pas de système fédéral en Somalie, mais la coexistence *de facto* de trois formations étatiques : l'État central à Mogadiscio, le Somaliland et le Puntland.

20. Ce projet plonge ses racines dans l'histoire. En 1947, le parti Hizbia Digil and Mirifle proposait la création d'un système fédéral basé sur le clan, et prévoyait la partition de la Somalie italienne en deux zones, l'une au nord du fleuve Shabelle, l'autre au sud. Cette dernière zone était contrôlée par les Digil Mirifle qui y revendiquaient la propriété de la terre. Ce projet reflétait un certain opportunisme stratégique, plutôt qu'un désir d'autonomie, dès lors que le parti Hizbia Digil Mirifle était appuyé par les Italiens contre le parti nationaliste et indépendantiste de la Ligue de la Jeunesse Somalienne (Somali Youth League). La proposition fédéraliste du parti Hizbia Digil Mirifle fut finalement rejetée par le Parlement en 1957. Voir I. M. Lewis, *A Modern History of the Somali. Nation and State in the Horn of Africa*, Oxford, James Currey, 2002 (2nde édition, 1965 pour la 1^{re}e édition), p. 123-125.

politiciens et hommes d'affaires Daarood/Ogaadeen, a décidé de créer une zone tampon dans le Sud de la Somalie, avec l'appui de certains membres de l'appareil d'État kenyan – y compris des hommes politiques d'origine somalienne²¹. Le but était d'ouvrir un nouveau front dans la guerre contre al-Shabaab. L'armée et les services de renseignement kenyans, avec l'approbation du ministre somalien de la Défense de l'époque, Mohamed Abdi Mohamed Gandhi (Ogaadeen/Tolomoge)²², ont alors commencé à recruter des milices composées de Kenyans d'origine somalienne et de réfugiés somaliens destinés à être envoyées en Somalie dans le cadre de l'«initiative Jubbaland»²³. Au printemps 2011, des délégués claniques se sont réunis au Kenya pour élire l'ancien ministre somalien Mohamed Abdi Gandhi président de l'État virtuel d'«Azanie». Ce nom a été choisi pour montrer que ce projet de construction politique était nouveau et ne se limitait pas à la domination d'une seule famille clanique – les Daarood – comme le terme Jubbaland l'évoquait historiquement. Suite à l'intervention kenyane en Somalie, en octobre 2011, des négociations pour la création d'une administration

régionale à Kismayo ont débuté à Nairobi, en mai 2012, sous la houlette de l'IGAD. À partir de cette date, toutes les conférences organisées sur le Jubbaland, entre l'automne 2012 et mai 2013, d'abord à Nairobi et ensuite à Kismayo, ont vu les clans Daarood en position dominante.

La question du Jubbaland a ramené au cœur du débat politique l'opposition Daarood/Hawiye qui a marqué quinze ans de guerre civile, jusqu'à l'avènement des Tribunaux islamiques en 2006. De plus, cette épineuse question a exposé au grand jour un problème central du fédéralisme, celui du statut des clans étiquetés comme «minoritaires» dans une région donnée. Il est fort probable que ces clans préfèrent l'absence de toute structure à l'existence d'un État régional qui les transformerait en une minorité au statut menacé. Dans le cas de Kismayo, différents clans, dont les Marehaan²⁴, les Rahanweyn et les Hawiye qui se sont installés à Kismayo pendant la guerre civile, refusent que leur statut et leurs intérêts²⁵ soient menacés par les Ogaadeen. Ils l'acceptent d'autant moins que, depuis 1998, sous le règne de factions ou de groupes islamistes, ils avaient gagné un statut de résidents à part entière. Lorsque Cheikh Ahmed Madobe, le chef de la milice Ras

21. Dont l'ancien ministre kenyan de la Défense, Mohamed Yusuf Haji, (Ogaadeen/Tolomoge) et l'ancien vice-président du Parlement kenyan Farah Moalim (Ogaadeen lui aussi).

22. «Kenya's Somali Proxies», *Africa Confidential*, 4 novembre 2011.

23. WikiLeaks cable, 09NAIROBI2443, 3 décembre 2009, <<http://wikileaks.org/cable/2009/12/09NAIROBI2443.html>>.

24. Aux Marehaan originaires du Gedo se sont ajoutés les Marehaan du Somali National Front, qui sont arrivés dans le Sud de la Somalie en provenance de la région centrale pendant la guerre civile, dans l'espoir de capturer Kismayo.

25. De nombreux Hawiye font des affaires à Kismayo.

Kamboni, a été élu président du Jubbaland²⁶, le 15 mai 2013, quatre autres « présidents », dont Barre Adan Shire Hiraale (Daarood/Marehaan)²⁷, ont annoncé avoir été élus par des assemblées claniques représentant la population du Jubbaland. Dès lors, de multiples affrontements entre milices rivales ont eu lieu à Kismayo. Pendant de longs mois, le gouvernement somalien n'a reconnu aucun de ces présidents et a rejeté en bloc le processus qui a conduit à l'élection d'Ahmed Madobe.

L'accord signé le 27 août 2013 à Addis Abeba en faveur de la création de l'administration intérimaire de Jubba ne traduit pas, *a priori*, un changement de paradigme de la part des acteurs somaliens. Il est le fruit d'un certain contexte régional et international et d'une obligation, pour le gouvernement somalien, d'arriver à la Conférence de Bruxelles du 16 septembre 2013 avec au moins une avancée politique significative. Cet accord, signé par le ministre délégué à la Présidence, Farah Cheikh Abdulkadir, et par Ahmed Madobe, a été conçu comme une solution provisoire à une impasse politique qui a paralysé le pays pendant presque un an. Toutefois, il présente des ambiguïtés et risque de poser des problèmes sur le long terme,

26. Ahmed Madobe a été élu par une Assemblée constituante que plusieurs clans avaient désertée, dénonçant l'ingérence du Kenya.

27. Ancien chef de la Juba Valley Alliance (JVA), la coalition de milices Marehaan et Hawiye/Habr Gedir/Ayr qui a contrôlé Kismayo de 1997 à 2006, et ancien ministre de la Défense du gouvernement fédéral de transition.

car il fait référence à un système de gouvernance fédérale sans que les parties prenantes n'aient atteint un consensus sur la notion même de fédéralisme. Au lendemain de sa signature, cet accord a été rejeté par les Marehaan du général Barre Adan Shire Hiirale, par les clans « minoritaires » de Kismayo, dont les Hawiye/Sheikhaal et les Diir/Biimaal, et par les Digil Mirifle/Rahanweyn – ces derniers ayant même menacé de créer leur propre gouvernement dans les régions de Bas Shabeelle, Bay et Bakool. Dans ce contexte, le risque de voir les milices et les clans opposés à Ahmed Madobe conclure une alliance stratégique avec al-Shabaab est réel. L'Éthiopie, qui a joué un rôle de médiateur plutôt neutre en cette occasion, notamment en empêchant le président du Puntland Abderrahman Mohamoud Faroole de compromettre les négociations, a confirmé son statut de puissance diplomatique et d'interlocuteur incontournable au niveau régional.

LE JUBBALAND, UN SOUS-PRODUIT DE LA CONFRONTATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE

Dès le début, l'engagement militaire du Kenya aux côtés d'Ahmed Madobe a suscité la méfiance des Somaliens. La rumeur veut que le gouvernement kenyan ait essayé de faire élire son candidat, l'ancien Premier ministre Abdiweli Mohamed Ali, à la présidence de la Somalie, à l'été 2012, pour obtenir rapidement un accord sur la délimitation

de la frontière maritime entre les deux pays. Le Kenya envisage le Jubbaland comme une zone tampon destinée à stabiliser la région frontalière avec la Somalie et à arrêter les attaques d'al-Shabaab sur le territoire kenyan. Toutefois, l'engagement du Kenya au Jubbaland répond aussi à des intérêts économiques : sécuriser le projet de construction du méga-port de Lamu et, surtout, avoir une influence sur la zone maritime contestée entre les deux pays, où se trouveraient d'importants gisements pétroliers et gaziers²⁸.

Des motivations économiques sont également derrière l'appui de l'Éthiopie au Kenya dans le dossier du Jubbaland. Une ligne électrique à haute tension, destinée à fournir aux Kenyans de l'électricité à bas prix en provenance des barrages hydro-électriques éthiopiens²⁹ devrait être terminée d'ici 2018. L'Éthiopie a également un intérêt à l'accélération de la construction du méga-projet du LAPSSET (« Lamu Port and Lamu-

Southern Sudan-Ethiopia Transport Corridor»), qui permettrait de désenclaver le Sud-Ouest de l'Éthiopie d'où est originaire son actuel Premier ministre, Hailemariam Desalegn. D'un point de vue diplomatique, Addis Abeba cherche le soutien diplomatique du Kenya dans sa controverse avec l'Égypte sur la construction du Grand Barrage de la Renaissance et sur le partage des eaux du Nil.

La crise de Kismayo a contribué à l'extraversion du débat sur le fédéralisme. D'une part, elle a cristallisé le malaise de l'Éthiopie et du Kenya envers le gouvernement somalien et le président Hassan Cheikh Mohamoud, soutenus, non sans nuances, par des États islamiques tels que la Turquie, les Émirats arabes unis, le Qatar et le Royaume d'Arabie saoudite. D'autre part, les États-Unis et le Royaume-Uni ont essayé d'utiliser le Jubbaland pour faire pression sur le gouvernement fédéral et déplacer le barycentre de la Somalie vers l'Afrique de l'Est. Selon des sources proches du gouvernement britannique³⁰, la politique à moyen/long terme de Londres consisterait à intégrer la Somalie dans un dispositif régional de sécurité pour faire de ce pays la frontière du Commonwealth dans la Corne de l'Afrique. Une telle approche fournit quelques bons arguments à al-Shabaab et aux islamistes, qui accusent les pays occidentaux et leurs « larbins africains » – l'Éthiopie et le Kenya – d'empêcher la création d'une Somalie forte et unie.

28. Le 27 juin 2012, Total a signé un contrat de partage de production avec le gouvernement kenyan pour le bloc offshore L22, dans le bassin de Lamu. Toutefois, ce bloc se trouve dans une zone revendiquée par la Somalie. Total exige à présent que la frontière maritime et les zones économiques exclusives (ZEE) où chacun des deux pays est souverain dans l'exploration et l'exploitation des ressources soient clairement délimitées.

29. En mai 2013, la Banque africaine de développement a accepté de financer à hauteur de 338 millions de dollars le projet de construction de cette ligne électrique d'une longueur de 1 068 km entre l'Éthiopie et le Kenya. M. Kamau, « Kenya-Ethiopia Electricity Line Gets Sh28b Boost », *The Standard Digital News*, 8 mai 2013, <www.standardmedia.co.ke/?articleID=2000083200>.

30. Entretiens confidentiels, Londres, mai 2013.

**AL-SHABAAB A ENCORE
SES CHANCES**

Ce qui s'est passé à Kismayo a souligné l'absence d'une politique pour traiter avec ceux qui ont autrefois soutenu al-Shabaab. Même si, dans certaines zones, cette dernière a été battue militairement par des forces étrangères, les troupes de la force de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) ou de l'armée éthiopienne, avec l'appui de services de renseignement occidentaux, sa défaite n'a pas été une déroute politique ou idéologique. Le président Hassan Cheikh Mohamoud a utilisé la crise du Jubaland pour justifier l'incapacité du gouvernement à étendre sa présence au niveau régional. Cependant, dans les régions où le gouvernement central a commencé à mettre en place des administrations locales, les résultats obtenus ont été très médiocres. Les parlementaires et les ministres que le gouvernement a envoyés dans les régions de Hiraan, Bay et Galgaduud pour nommer les nouveaux gouverneurs et les nouveaux chefs de district ont choisi, une fois sur place, les nouveaux dirigeants locaux parmi leurs proches et alliés. Ce retour à la vieille logique clientéliste risque de compromettre sévèrement tant la légitimité que la crédibilité des nouvelles administrations locales et, par conséquent, d'entraîner une dégradation de la sécurité, d'autant plus qu'al-Shabaab reste présente à la périphérie des villes libérées. Si la situation sécuritaire en Somalie ne parvient pas à se stabiliser, c'est que les victoires

militaires ne s'accompagnent pas d'une affirmation politique de l'État.

Le gouvernement somalien tâtonne. Sa tentative d'engager des négociations avec certains membres d'al-Shabaab n'a pas produit, pour l'heure, les résultats espérés. L'arrestation de Cheikh Hassan Dahir Aweys (Hawiye/Habr Gedir/Ayr)³¹ à l'aéroport de Mogadiscio, le 29 juin 2013, s'est révélée un échec sur le court terme. Le gouvernement somalien avait entamé des négociations avec Aweys depuis l'automne 2012, grâce à une médiation diplomatique de la Turquie, du Qatar et de la Norvège. Cependant, le gouvernement a pris cette initiative trop tardivement, à un moment où Aweys avait cessé d'être un interlocuteur politiquement influent dans les rangs de l'organisation djihadiste. Fin juin 2013, de violents affrontements ont opposé deux factions rivales au sein d'al-Shabaab. Le chef du groupe, Ahmed Abdi Godane « Abu Zubeir », s'est débarrassé de ses principaux rivaux. Son ancien adjoint, Ibrahim al-Afghani, a été tué, tandis que l'ancien porte-parole d'al-Shabaab, Mukhtar Robow « Abu Mansour », et Hassan Dahir Aweys ont battu en retraite. Après s'être réfugié à Brava, Aweys s'est enfui à Adaado, dans la région centrale. Le gouvernement

31. Ancien leader du groupe armé islamiste al-Itihad al-Islami puis de l'Union des Tribunaux islamiques (entre 2004 et 2006), Cheikh Hassan Dahir Aweys a été l'un des membres fondateurs de l'Alliance pour la Re-libération de la Somalie (ARS), créée à Asmara en 2007. Suite à la scission de l'ARS, il est devenu le chef du groupe islamiste Hizbul Islam, jusqu'à la fusion de celui-ci avec al-Shabaab en décembre 2010.

somalien a alors décidé d'envoyer une délégation d'anciens et de parlementaires Haber Gidir pour convaincre Hassan Dahir Aweys de se rendre, en échange de la promesse qu'il ne tomberait pas entre les mains des Américains³². Cependant, une fois arrivé à l'aéroport de Mogadiscio, Aweys a été arrêté, tout comme les membres de la délégation qui l'accompagnait, par les « Alpha forces », un commando de forces spéciales entraîné par la CIA. Finalement, la capture de Hassan Dahir Aweys, au lieu d'être un coup dur pour al-Shabaab, a débarrassé Ahmed Abdi Godane d'un adversaire affaibli.

Pour l'heure, l'arrestation de Hassan Dahir Aweys n'a apporté aucun bénéfice au gouvernement ; elle a plutôt affecté sa crédibilité, d'autant plus que l'interposition des services de renseignement occidentaux a joué un rôle prépondérant. La capture d'Aweys, au moment où il s'apprêtait à négocier, peut être interprétée comme une violation de la loi coutumière, ce qui donne à certains des arguments pour critiquer le gouvernement. L'arrestation d'une figure Haber Gidir par un gouvernement conduit par un Abgaal pourrait aussi, à terme, réveiller les démons de la guerre civile. Enfin, Aweys n'a toujours pas rompu avec al-Shabaab, ce qui souligne que le dialogue tenté par Mogadiscio n'a pas de contenu.

32. Hassan Dahir Aweys figure sur la liste noire des terroristes internationaux du Département d'État des États-Unis.

La détention de Hassan Dahir Aweys a aussi révélé un autre paradoxe. Aucun espace politique alternatif n'est envisagé entre le gouvernement et al-Shabaab – on considère qu'on est soit avec l'un, soit avec l'autre. Introduite par les Américains, cette logique présuppose l'existence d'une opposition binaire entre les deux pôles du champ politique en Somalie. Par conséquent, les dissidents d'al-Shabaab et ceux qu'on qualifie d'islamistes modérés n'ont pas d'autre alternative : c'est soit mourir de la main d'al-Shabaab, soit renier leur passé et leurs convictions pour rejoindre le gouvernement, ce qui leur paraît tout aussi inacceptable. Pris dans cette impasse, ils ne voient souvent pas d'autre solution que celle de radicaliser leurs positions, ce que Hassan Dahir Aweys a fait suite à son arrestation. Quant à al-Shabaab, non seulement la capture d'Aweys n'a pas été un choc pour le mouvement³³ – contrairement à ce que les organisateurs de cette opération avaient prévu –, mais elle l'a même poussé à intensifier ses offensives, du moins à court terme³⁴. Cette tendance s'est confirmée avec l'attaque du centre commercial Westgate à Nairobi, le 21 septembre 2013. S'il y a bien une leçon à retenir de ce qui s'est passé suite à

33. Voir A. Aynte, « Endgame For Aweys; But Al-Shabaab Will Continue », *African Arguments*, 28 juin 2013, <<http://africanarguments.org/2013/06/28/endgame-for-aweys-but-al-shabaab-will-continue---by-abdihakim-aunte/>>.

34. Le 24 juillet 2013, al-Shabaab a annoncé, sur son compte Twitter, avoir mené 108 opérations militaires au cours de la première moitié du Ramadan.

l'arrestation de Hassan Dahir Aweys, c'est la suivante : tant qu'il n'y aura pas un dialogue politique avec la direction d'al-Shabaab telle qu'elle est, il n'y aura pas de véritable avancée politique et la paix restera extrêmement fragile en Somalie.

Les quelques paradoxes examinés dans cet article n'épuisent pas la complexité des dynamiques engendrées par la fin de la transition et la création du nouveau gouvernement fédéral. Cependant, ils peuvent donner quelques clés de lecture pour mieux comprendre les défis et les obstacles qui entravent la reconstruction du tissu social et politique en Somalie. En particulier, l'analyse de ces paradoxes montre que le gouvernement somalien s'est engagé dans la poursuite d'objectifs qui demeurent en décalage par rapport à la réalité du pays, ce qui a exposé le président Hassan Cheikh Mohamoud aux pressions de groupes d'intérêts rivaux, en limitant davantage sa marge de manœuvre et en contribuant à freiner l'expansion de l'État.

L'affaiblissement progressif du gouvernement central semble également avoir réduit les chances de succès de sa tentative de rapprochement avec le Puntland et le Somaliland. Il est vrai que la stratégie du président Hassan Cheikh Mohamoud consistant à faire de l'économie le pivot du rapprochement entre le gouvernement central et Hargeisa – notamment en essayant de ramener les Issaaq (le clan dominant au Somaliland)

à Mogadiscio pour faire des affaires – a fonctionné pendant les huit premiers mois. Cependant les négociations entre le gouvernement somalien et le Somaliland sont aujourd'hui au point mort. La faiblesse et l'inefficacité du gouvernement central ont aussi donné des arguments au Puntland, qui a officiellement rompu sa coopération et ses relations avec Mogadiscio le 5 août 2013. Ce changement d'attitude de la part du Puntland et du Somaliland peut être lu comme une tentative d'accroître la pression sur le gouvernement fédéral et de faire monter les enchères, afin d'obtenir des conditions plus favorables, notamment en matière de partage des revenus et d'allocation de l'aide internationale. Malgré les espoirs suscités par la fin de la transition et par l'élection d'un président « atypique », le rêve d'une Somalie nouvelle s'éloigne. Une fois de plus ■

Anna Bruzzone
Université de Warwick